

# Accès à un internet ouvert

2013/0309(COD) - 25/11/2015 - Acte final

**OBJECTIF** : établir les règles communes nécessaires pour garantir un accès à un internet ouvert et supprimer les frais d'itinérance au détail supplémentaires.

**ACTE LÉGISLATIF** : Règlement (UE) 2015/2120 du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures relatives à l'accès à un internet ouvert et modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques et le règlement (UE) n° 531/2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union.

**CONTENU** : le règlement :

- établit des règles communes destinées à garantir un **traitement égal et non discriminatoire du trafic** dans le cadre de la fourniture de services d'accès à l'internet et à préserver les droits des utilisateurs finals ;
- instaure un **nouveau mécanisme de fixation des prix de détail pour les services d'itinérance réglementés** dans l'ensemble de l'Union, en vue de supprimer les frais d'itinérance au détail supplémentaires sans provoquer de distorsion sur le marché national ou sur le marché visité.

**Suppression des frais d'itinérance** (modifications du [règlement \(UE\) n° 531/2012](#)): en vertu du nouveau règlement, les frais d'itinérance supplémentaires de détail seront supprimés dans l'Union européenne **dès le 15 juin 2017**.

Le règlement définit toutefois deux situations dans lesquelles l'application de frais supplémentaires sera encore autorisée sous réserve de critères spécifiques :

- **Premièrement**, les fournisseurs de services d'itinérance pourront appliquer **une politique d'utilisation raisonnable** afin de prévenir toute utilisation anormale ou abusive des services d'itinérance, telle que l'utilisation de ces services par des clients en itinérance à des fins autres que les déplacements périodiques. Dès que la consommation dépassera le niveau autorisé par la politique d'utilisation raisonnable, un supplément pourra être facturé. **Le supplément ne pourra être supérieur aux prix de gros maximaux**. Le plafond d'utilisation raisonnable sera défini par la Commission d'ici le 15 décembre 2016 dans un acte d'exécution.
- **Deuxièmement**, dans des circonstances particulières et exceptionnelles, **afin de garantir la viabilité de son modèle tarifaire national**, lorsqu'un fournisseur de services d'itinérance ne sera pas en mesure de couvrir l'ensemble des coûts afférents à la fourniture de services d'itinérance, il pourra solliciter auprès de l'autorité réglementaire nationale l'autorisation de facturer des frais supplémentaires. Ces frais supplémentaires ne seront appliqués **que dans la mesure nécessaire pour couvrir ces coûts**.

La suppression des frais d'itinérance supplémentaires à la date du 15 juin 2017 est subordonnée à l'adoption, avant cette date, d'une **proposition législative modifiant les prix de gros maximaux** actuellement réglementés dans le cadre du règlement (UE) n° 531/2012 ou mettant en place une autre solution pour résoudre les problèmes observés sur le marché de gros de l'itinérance. À cette fin, la Commission lancera au plus tard le 29 novembre 2015 un **réexamen du marché de gros de l'itinérance** et devra proposer une nouvelle législation d'ici le 15 juin 2016.

**Frais supplémentaires de détail transitoires** : afin d'assurer une transition sans heurts vers la suppression des frais d'itinérance, le règlement prévoit une **période de transition qui débutera le 30 avril 2016**. À compter de cette date :

- les frais supplémentaires appliqués pour des appels en itinérance réglementés passés, des SMS en itinérance réglementés envoyés et des services de données en itinérance réglementés **ne pourront pas dépasser les prix de gros maximaux** courants fixés dans le règlement (UE) n° 531/2012 ;
- la somme du prix national et de tous frais supplémentaires **ne pourra en aucun cas être supérieure aux plafonds actuels sur les prix de détail** (0,19 EUR par minute d'appel, 0,06 EUR par SMS et 0,20 EUR par mégaoctet de données).

Pour les **appels reçus**, le surcoût maximal sera la moyenne pondérée des tarifs maximaux de terminaison d'appel mobile dans l'UE, que la Commission doit fixer d'ici la fin 2015 au moyen d'un acte d'exécution.

**Internet ouvert** : en vertu des nouvelles règles, les fournisseurs seront tenus de **traiter le trafic de façon égale et sans discrimination, restriction ni interférence**, quels que soient l'expéditeur et le destinataire, les contenus consultés ou diffusés, les applications ou les services utilisés. Le texte consacre en outre le principe du **droit des utilisateurs d'accéder aux informations et aux contenus et de les diffuser sur internet**.

- Les fournisseurs de services d'accès à l'internet pourront mettre en œuvre des **mesures raisonnables de gestion du trafic**, mais celles-ci devront être transparentes, non discriminatoires et proportionnées et ne devront pas être fondées sur des considérations commerciales.
- Les mesures de gestion du trafic **ne devront pas impliquer une surveillance du contenu** particulier et ne devront pas être maintenues plus longtemps que nécessaire. Des mesures allant au-delà d'une telle gestion raisonnable du trafic (par exemple, le blocage ou la limitation) **seront interdites**, sauf dans un nombre limité de cas définis dans le règlement.
- Des **accords relatifs à des services optimisés** pour des contenus spécifiques requérant un niveau de qualité donné seront autorisés, à condition que ces services ne soient pas utilisables comme services d'accès à l'internet ni proposés en remplacement de ces derniers et qu'ils ne soient pas proposés au détriment de la disponibilité ou de la qualité générale des services d'accès à l'internet pour les utilisateurs finals.

**Droits des utilisateurs finals** : en ce qui concerne la **neutralité de l'internet**, les fournisseurs de services d'accès à l'internet devront notamment fournir:

- des informations sur la manière dont les **mesures de gestion du trafic** peuvent avoir une incidence sur la qualité des services d'accès à l'internet, sur le respect de la vie privée des utilisateurs finals et sur la protection de leurs données à caractère personnel;
- des informations aux utilisateurs finals **sur le débit** normalement disponible et les **voies de recours** en cas de non-respect.

**Dans le domaine de l'itinérance**, le règlement définit des exigences de transparence concernant les conditions spécifiques en matière de tarif et de volume qui s'appliqueront après la suppression des frais d'itinérance supplémentaires. En particulier, il prévoit **la notification, en temps utile et sans frais** aux clients en itinérance d'informations sur la politique d'utilisation raisonnable, lorsque le volume de services d'appels vocaux, de SMS ou de données en itinérance réglementés correspondant à une utilisation raisonnable a été totalement consommé, sur les frais supplémentaires appliqués, et sur la consommation cumulée de services de données en itinérance réglementés.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 29.11.2015. Le règlement est applicable à partir du 30.4.2016, à l'exception de certaines dispositions.